



FN 2017

Vieilles idées et nouveaux habits



Des décennies de pression sur le monde du travail, de politiques ultra-libérales en faveur des riches et des détenteurs de capitaux, de promesses non tenues et de reculs sociaux sont à l'origine de la déception et de la grande amertume de pans entiers de la population, surtout les salariés, les privés d'emploi et les retraités à faibles revenus.

Le sentiment de trahison, la peur du déclassement, l'insécurité sociale constituent un terreau propice à la progression des idées d'extrême droite et expliquent, dans une très large

mesure, la hausse des suffrages en faveur du FN.

Pourtant, la vision de société défendue par le parti d'extrême droite s'oppose profondément aux intérêts du monde du travail.

Fondée sur une analyse du discours et des documents officiels du FN, cette note vise à démontrer les réalités suivantes :

- les politiques décevantes des gouvernements successifs expliquent largement la poussée de l'extrême droite ;
- le FN surfe sur les souffrances des gens, surtout les plus démunis, et

emploie des mots et formules qui leur parlent ;

- en dépit d'un changement de style, de stratégie et de tactiques, le FN porte une vision de société qui est :
 - contraire aux intérêts des travailleurs/travailleuses,
 - pro-capitaliste,
 - anti-immigré-e-s, xénophobe et colonialiste ;
- derrière l'image « moderne » de Marine Le Pen se cache un conservatisme sociétal.

Pourquoi le syndicalisme doit lutter contre l'extrême droite

Dans une société capitaliste, les idées, les doctrines, les programmes servent, en dernière analyse, à l'une des deux classes qui s'opposent : soit les défenseurs du travail, soit les défenseurs du capital.

Une force politique ne peut pas à la fois défendre les intérêts des travailleurs/travailleuses et ceux des détenteurs de capitaux. Si son programme défend les intérêts de ces derniers tout en prétendant défendre les intérêts des travailleurs/travailleuses, ce qui est le cas du FN, cela veut dire que les slogans en faveur des travailleurs/travailleuses servent à camoufler la défense des intérêts du capital. Autrement dit, il s'agit d'une tactique démagogique pour mobiliser les gens, notamment les travailleurs/travailleuses, au service des intérêts du capital.

L'histoire du XX^e siècle, particulièrement entre les deux guerres mondiales, est l'exemple le plus criant de cet état de fait. Pour analyser le programme de l'extrême droite et expliquer sa montée, il faut par conséquent contextualiser les faits.

Le contexte actuel est marqué par une « mondialisation libérale », une financiarisation galopante de l'économie.

En effet, les nouvelles technologies rendent possible la segmentation des processus productifs. Cela conduit à la fermeture des sites et à la délocalisation de pans entiers de la production, avec des conséquences directes sur l'emploi, les salaires, les conditions du travail et les acquis sociaux (remise en cause des droits, etc.).

Pour leur part, les décisions politiques d'inspiration libérale (déréglementation, libéralisation, privatisation...) facilitent la mise en concurrence des travailleurs/travailleuses à travers le monde. Les orientations antisociales et libérales des traités européens vont aussi dans ce sens. Ces politiques conduisent à une fiscalité favorable aux riches et au capital et à la réduction des dépenses publiques utiles (dans l'éducation, la santé, le logement, etc.), avec des conséquences directes sur la vie des ménages, surtout ceux à revenus modestes.

Enfin, un partage des richesses de plus en plus favorable aux détenteurs de

capitaux, qui résulte de ces évolutions, entraîne un rythme de croissance plus faible de l'activité économique dans les pays développés, un chômage massif, une précarité en progression, un appauvrissement du salariat, un creusement des inégalités. L'ensemble de ces processus intensifie la peur du déclassement et le sentiment d'insécurité, surtout parmi les travailleurs/travailleuses, à la recherche de plus de sécurité.

Cette contextualisation est indispensable pour comprendre la stratégie du FN : même si le parti d'extrême droite appartient au camp du capital, il n'hésite pas à surfer sur la vague du mécontentement populaire, à reprendre la terminologie, les concepts, voire les mots d'ordre des forces progressistes et des organisations syndicales, notamment ceux de la CGT (hausse des salaires, retraites à 60 ans, etc.). À Hénin-Beaumont, le maire FN a même ressorti le buste de Jaurès qui était au placard.

Même si les dirigeants du FN se rangent, dans les faits, parmi les

«gagnants» de la mondialisation et de l'Europe libérales, cette tactique permet au parti d'extrême droite de gagner des voix auprès des «laissés-pour-compte», des déçus et des perdants de

la mondialisation et de la construction européenne.

Pour lutter contre le FN, il est donc nécessaire de lutter aussi contre le libéralisme économique, et ce pour établir

un nouveau mode développement économique et social sur la base de réponses aux besoins sociaux et en premier lieu à ceux du monde du travail.

Un changement de style, de stratégie et de tactiques

Le parti d'extrême droite met de plus en plus l'accent sur les questions sociales. Toutefois, contrairement à ce qui est souvent dit dans les médias, Marine Le Pen n'innove pas dans ce domaine. En la matière, le changement de vocabulaire de l'extrême droite a débuté dans les années 1990. Marine Le Pen lui donne un accent plus prononcé.

En effet, depuis pratiquement deux décennies, le FN se montre de plus en plus «socialisant» au fur et à mesure que se développaient la précarité, les inégalités et l'insécurité sociales⁽¹⁾.

L'arrivée de Marine Le Pen a marqué un changement de style, de tactique : sont apparus dans le discours de l'extrême droite des sujets auxquels le FN ne portait pas d'attention particulière auparavant : la situation des femmes, des jeunes, des étudiants, etc.

Ainsi, Marine Le Pen se présente comme une «femme de son temps», «libre», «moderne», «divorcée, mère de trois enfants». *«Quand on est une femme, les 35 heures, on ne connaît pas»*, dit-elle. *«Les femmes sont soumises à la “double peine” : un travail souvent prenant et une vie de famille à mener»*, ajoute-t-elle.

Un autre aspect non négligeable concerne le changement de sa tactique à l'égard du corps enseignant. Ainsi, le FN se fait désormais le chantre de l'école de Jules Ferry. Il propose aussi de revenir sur l'autonomie des universités et la loi LRU. Concernant les étudiants, il défend des droits d'inscription «encadrés et minimes». À ce propos, il n'est pas inutile de rappeler que Terra Nova, un *think tank* proche du PS, propose un triplement des droits d'inscription pour financer les facs. Voilà un exemple des positionnements

irresponsables de ceux qui se réclament de la gauche, mais qui apportent de l'eau au moulin du FN.

Le parti d'extrême droite déplore également le niveau de chômage élevé des titulaires d'un doctorat. Précisons cependant qu'il attribue ce fait à l'inadaptation de la formation, ce que dit aussi le patronat.

S'agissant du corps enseignant, Marine Le Pen s'adresse à lui en ces termes : *«Il y a eu un malentendu entre nous. Nous n'avons pas su vous parler (...). Longtemps nous avons commis l'erreur de croire que vous étiez complices ou passifs face à la destruction de l'école.»*

En février 2011, la présidente du FN a adressé une lettre aux agents de la fonction publique, alors même qu'aussi bien elle que les autres dirigeants de l'extrême droite ne cessent de les fustiger (voir l'encadré ci-dessous).

COMMENT L'EXTRÊME DROITE MÉPRISE LES FONCTIONNAIRES

«Je pense qu'il faut limiter la fonction publique territoriale parce qu'il ne m'apparaît pas qu'elle serve à la population» (Marine Le Pen, BFM TV – 25 mars 2011).

«Il faut absolument réduire massivement la fonction publique territoriale» (Marine Le Pen, 30 octobre 2011, Grand jury RTL/LCI/Le Figaro).

«Les collectivités territoriales devront maîtriser leurs effectifs et présenter chaque année au préfet de leur département pour les plus importantes d'entre elles (régions, départements, intercommunalités et communes de plus de 10 000 habitants) un plan impératif de réduction ou de stabilisation de leurs effectifs.» (Programme politique du Front national).

Le 21 février 2013, Marine Le Pen a critiqué l'annonce gouvernementale d'abrogation du jour de carence au motif que cette mesure *«agrandirait la différence entre le privé et le public»* (interview sur France 2).

En région Paca, dans le cadre de la campagne des régionales, Marion Maréchal Le Pen prône le non-remplacement de départs en retraite de fonctionnaires territoriaux.

À Hayange, la municipalité frontiste ne remplace pas les départs en retraite.

À Beaucaire, elle remet en cause l'organisation du temps de travail du personnel communal. À Béziers, Fréjus et au Pontet, elle veut réduire les effectifs.

1 - Sylvain Crépon, « Anti-utilitarisme et déterminisme identitaire », *Revue du MAUSS*, n° 27, 2006.

Enfin, le parti d'extrême droite fait de l'entrisme, surtout au niveau des syndicats, comme le montre «l'affaire Engelmann», anciennement syndiqué à la CGT, devenu élu sur la liste FN dans une commune en Moselle (cf. encadré ci-dessous).

Ces orientations semblent confirmer une nouvelle stratégie à travers laquelle le parti d'extrême droite cherche à gagner le pouvoir «par le bas».

Pour Le Pen père, la priorité était l'élection présidentielle. La stratégie de sa fille semble

être de créer une «assise territoriale». Dans cette perspective, la priorité est donnée aux municipales, au recrutement de futurs cadres. Il semblerait qu'il s'agisse désormais pour le FN de faire connaître localement ses candidats et de préparer les futures échéances électorales, de décrocher des sièges, des conseillers municipaux et de se renforcer, de gagner des communes pour en faire une «vitrine du FN».

Dans cette perspective, le FN suit une tactique de «triangulation» plus prononcée :

il prétend se placer au-dessus des deux camps adverses («gauche» et «droite»), ce qui lui permet de reprendre des éléments de propositions de chaque camp tout en les dénonçant, d'où les incohérences criantes dans son discours et son «programme», si tant est qu'on puisse parler d'un document digne de ce nom. Précisons cependant que l'écart entre les promesses et les actes n'est pas propre au parti d'extrême droite, ce qui apporte aussi de l'eau au moulin du FN.

L'«AFFAIRE ENGELMANN» : QUELQUES ENSEIGNEMENTS

L'«affaire Engelmann» est révélatrice de la stratégie actuelle du FN, notamment en direction du monde du travail.

Janvier 2011 : l'affaire éclate

Un militant CGT rend publique sa récente adhésion au FN puis sa candidature aux cantonales, en insistant sur son appartenance à la CGT.

Révéléateur de la stratégie actuelle du FN, le choix du personnage vise à faire passer plusieurs messages :

- le FN serait défenseur des fonctionnaires : Engelmann est un agent territorial (fonction publique : nouvelle cible du FN);
- le FN serait défenseur des travailleurs/travailleuses : Engelmann est un militant syndical (le parti de l'extrême droite passe de la stratégie avortée de création de syndicats FN des années 1990 à l'entrisme dans les organisations existantes);
- le FN serait rassembleur, dépassant le clivage gauche-droite : Engelmann est un militant politique déjà implanté et venant de la gauche (il était candidat LO dans le même canton en 2004);
- le FN serait défenseur des zones sinistrées : le canton où Engelmann se présente est sinistré économiquement (vallée de la Fensch ravagée par les crises de la mine et de la sidérurgie); le FN y était déjà présent au second tour en 2004.

La réaction syndicale

Pour la CGT la situation est inacceptable : c'est une atteinte à ses valeurs fondamentales, et elle est instrumentalisée à des fins politiques.

Première étape : convocation d'une AG de la vingtaine de syndiqués qui refusent très majoritairement de désavouer Engelmann, au nom de son travail de terrain et de la liberté d'opinion politique.

Premier enseignement : un militant FN peut être un militant syndical de terrain crédible aux yeux de ses collègues, d'où la nécessité de mettre en avant la dimension transformatrice du syndicalisme et ses valeurs fondamentales : le syndicalisme ne se réduisant pas à la défense des intérêts immédiats des travailleurs/travailleuses.

Deuxième étape : engagement de la procédure disciplinaire, communication, premières dispositions de travail pour engager le débat interne et aller au débat avec les salarié-e-s (dont un débat avec les militants de la CGT Moselle).

Deuxième enseignement : réaction syndicale salutaire et bien vécue dans l'organisation car deux erreurs ont été évitées : considérer qu'il s'agit d'un épiphénomène et en rester à la procédure disciplinaire sans aller voir plus loin. Idée partagée qu'il était temps d'affronter un problème qui se pose largement dans le syndicalisme et le salariat⁽²⁾.

2 - Nous reprenons ici des éléments d'une analyse de Baptiste Talbot, secrétaire général de la Fédération CGT des services publics.

LA GESTION MUNICIPALE DU FN : UN APERÇU DE L'HORREUR QUI NOUS ATTEND

La gestion municipale du FN se veut financièrement « vertueuse », ce qui conduit notamment à une volonté de baisser – ou du moins de stabiliser – la fiscalité (Hénin-Beaumont, Villers-Cotterêts, Beaucaire, Fréjus, Béziers, Hayange, Mantes-la-Ville). Cela traduit la pleine inscription du FN dans la vision ultra-libérale d'austérité en matière de finances publiques. Il y a donc une véritable imposture quand le Front national prétend être un parti anti-austérité, comme le démontrent ses pratiques municipales.

Des politiques de réduction des effectifs des agents territoriaux sont mises en œuvre notamment à Hayange, Fréjus, Bollène, Béziers, Hénin-Beaumont (volonté de ne pas remplacer les agents « non productifs » à leur départ en retraite), Beaucaire (70 agents en trop selon le maire ; 20 contractuels non remplacés en 2016), Mantes-la-Ville.

Des attaques sont menées sur les modalités d'aménagement de la réduction du temps de travail et mesures dites anti-absentéisme (Beaucaire ; Béziers).

Dans le même temps sont recensées des pratiques de favoritisme politique dans le recours à des prestataires (en matière de communication et de conseil en particulier) : Le Pontet ; Cogolin ; Béziers ; Fréjus. La gestion FN se caractérise aussi par une politisation du haut encadrement : Cogolin (chargé de communication identitaire) ; Mantes-La-Ville (directeur de communication catholique traditionaliste) ; Le Luc (directeur général des services frontiste) ; Beaucaire (chargé de communication identitaire) ; Béziers (chef de cabinet identitaire) ; Marseille 13 (directeur général des services frontiste). Les libertés syndicales sont mises en cause, comme à Hayange (pressions diverses sur les militants syndicaux) et Hénin-Beaumont (sanctions disciplinaires contre des militants ; procédure judiciaire et disciplinaire contre le secrétaire général du syndicat CGT). À Hénin-Beaumont, la municipalité fait surveiller les comptes des personnels sur les réseaux sociaux (Hénin-Beaumont). Un management autoritaire est à l'œuvre à Hayange, Béziers et Mantes-la-Ville.

Ce « bilan » provisoire entre en résonance avec le projet présidentiel de Marine Le Pen, qui continue de cibler particulièrement les collectivités locales et la Fonction publique territoriale, dans le cadre de la vision « austéritaire » du FN et de sa conception autoritaire et centralisatrice de la puissance publique.

Le FN s'inscrit dans la continuité – voire l'aggravation – des politiques à l'œuvre de déconstruction de la Fonction publique. Son projet est d'essence libérale et populiste. Il ne répond ni aux besoins des usagers, ni aux préoccupations des agents. Il est contraire aux valeurs fondatrices de la Fonction publique et de la République, et fait fi de l'intérêt général. Il n'apporte pas de réponse de progrès au problème fondamental de la répartition inégale des richesses produites par le travail et de leur contribution pérenne au financement des missions publiques permettant de satisfaire les besoins essentiels de la population.

Les politiques décevantes des gouvernements successifs expliquent largement la poussée de l'extrême droite

Il est généralement admis que la dégradation de la situation économique et sociale est propice au développement des idées de l'extrême droite, surtout lorsque les rapports de force ne sont pas favorables aux forces de progrès.

En effet, la capacité de séduction, autrement dit la stratégie démagogique de l'extrême droite, est facilitée par deux facteurs majeurs :

- a. l'incapacité du pouvoir en place, surtout lorsqu'il se réclame de la « gauche », à répondre aux attentes des travailleurs/travailleuses ;
- b. l'absence ou la faiblesse d'une force alternative.

L'écart entre les promesses électorales et la réalité des politiques mises en place par les gouvernements exacerbent la méfiance à l'égard des « responsables

politiques », ce qui ouvre un boulevard à l'extrême droite.

Les politiques mises en place pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, puis celui de François Hollande, ont contribué à la poussée de l'extrême droite. De ce point de vue, il faut surtout insister sur le sentiment de trahison engendré par les politiques de François Hollande et l'écart grandissant entre ses promesses

LA PROGRESSION DES VOIX DU FN PARMİ LES FONCTIONNAIRES

Selon une étude réalisée par le centre de recherches politiques de Sciences-Po. (Luc Rouban, «Les fonctionnaires et le front national», *La note* n° 3, décembre 2015), l'implantation du Front national (FN) au sein des trois fonctions publiques s'est confirmée de manière impressionnante lors du premier tour des élections régionales de 2015.

Ce constat s'appuie sur une enquête réalisée entre le 20 et le 29 novembre 2015 auprès de 23 061 personnes. Elle porte sur 3 368 fonctionnaires de l'État, 1 334 fonctionnaires de la fonction publique territoriale (FPT), 796 fonctionnaires de la fonction publique hospitalière (FPH) et 1 846 agents des entreprises publiques.

Selon l'auteur, directeur de recherche au CNRS, «il s'agit d'un changement qualitatif car le FN conquiert un univers socioprofessionnel qui lui était traditionnellement hostile et prend même racine au cœur du monde enseignant.»

Cependant, l'ancrage du FN chez les fonctionnaires n'est pas homogène. «Le clivage est particulièrement puissant dans la fonction publique hospitalière». Selon l'étude : «le vote FN des fonctionnaires ne varie guère selon les régions... En revanche, les caractéristiques sociales conservent toute leur importance. Dans la FPE, les hommes votent FN à hauteur de 29 % contre 17 % des femmes, ce qui est dû à la présence forte de ces dernières chez les enseignants. Contrairement aux attentes, la différence entre agents titulaires et agents contractuels ne joue pas. En revanche... 16 % des agents de la FPE qui ont un diplôme d'études supérieures choisissent le FN contre 34 % de ceux qui n'ont pas dépassé le niveau du baccalauréat. Les mêmes écarts s'observent dans la FPT. Dans l'hospitalière, l'écart est encore plus grand : 20 % de ceux qui ont un diplôme d'études supérieures préfèrent le FN contre 43 % de ceux qui ont le niveau baccalauréat. Tout semble indiquer en conséquence que ce sont les fonctionnaires de rang modeste et les plus exposés aux usagers dans leur travail quotidien qui ont la plus forte probabilité de voter FN.»

D'après l'auteur, cet investissement des fonctionnaires dans le vote FN s'expliquerait par «des déceptions sur le long terme enregistrées autant auprès des gouvernements de droite que des gouvernements de gauche, même si la gauche socialiste garde encore une position électorale assez forte».

électorales et ses actes. L'exemple le plus symbolique est bien sûr son fameux «discours du Bourget» où il disait avoir comme ennemie «la Finance», alors qu'une fois élu président de la République, il n'a pas hésité à s'entourer de banquiers et d'hommes d'affaires, confiant à ceux-ci les plus hautes responsabilités. Cette contradiction a accrédité le discours démagogique du FN («tous pourris»).

Ce n'est donc pas un hasard si le vote pour le parti d'extrême droite progresse entre l'élection présidentielle de 2012 et les élections régionales de 2015. Entre

temps, le parti d'extrême droite avait retravaillé son image et adapté son discours aux nouvelles attentes et inquiétudes exprimées notamment par les plus démunis mais aussi par d'autres catégories de la population, y compris les fonctionnaires.

Pour sa part, la multiplication des actes terroristes a intensifié la quête de sécurité, ce qui a favorisé, plus que jamais, le discours autoritaire et sécuritaire de FN. Le fait que ces actes soient commis par des partisans d'un islam fondamentaliste et intégriste a aussi apporté de l'eau au moulin xénophobe et islamo-

phobe du FN. Le positionnement sécuritaire de la droite a accrédité le discours du FN. Enfin, ce discours du FN a été facilité par la politique internationale et interne du pouvoir en place, notamment en ce qui concerne le débat sur la déchéance de nationalité.

L'ensemble de ces facteurs montre que pour démasquer le FN dans le monde du travail, un discours moralisant ne suffit pas. Il faut porter le débat sur le fond, rappeler les fondamentaux d'un syndicalisme de luttes, de revendications et de propositions⁽³⁾ (voir l'encadré ci-dessus).

Le FN surfe sur les souffrances des gens, surtout les plus démunis, et emploie des mots et formules qui leur parlent

La tactique du FN pour gagner des voix auprès du monde du travail est bien connue. Le parti d'extrême droite n'hésite

pas à emprunter des éléments d'un langage de gauche, voire des mots d'ordre radicaux et des revendications syndicales.

Ainsi, dans une interview accordée au quotidien *Le Parisien* (7 janvier 2017), la présidente du FN annonce : «La question,

3 - Une (re)lecture de la *Note économique* 132, mai-juin 2011, pourrait compléter la présente note.

aujourd'hui, c'est de savoir si on se soumet à l'Union européenne, à l'austérité, à l'effondrement du système de protection sociale, à une politique déflationniste telle qu'elle est exigée par l'Europe. Ou est-ce qu'on fait le choix, qui est le mien, de la souveraineté, de l'adaptation des réformes politiques aux besoins de l'économie, en rompant totalement avec cette politique d'austérité que nous considérons profondément dévastatrice.»

Aux yeux de la plupart des salarié-e-s, des privé-e-s d'emploi et de retraité-e-s qui souffrent des politiques d'austérité mises en place par le gouvernement pour répondre aux exigences des marchés financiers et de l'Union européenne, ces mots paraissent comme une expression de leurs souffrances : le FN dénonce l'austérité, l'effondrement du système de protection sociale, etc. En utilisant de telles formules, la capacité de séduction du FN est d'autant plus grande que ces expressions sont employées

également, mais dans un esprit totalement opposé à celui du FN, par le mouvement social et particulièrement par la CGT.

Dans cette même interview, Le Pen dit : *«Je suis pour la négociation par branche et non pas par entreprise. Sinon cela va créer les conditions d'une concurrence nationale déloyale. (...) Je suis à ce propos complètement opposée à la loi El Khomri, que j'abrogerai car elle est très néfaste.»*

Ces propos sont totalement en contradiction avec les actes du FN et particulièrement avec son hostilité vis-à-vis des grévistes, des manifestants et des syndicats combattifs, surtout la CGT.

Évidemment, lorsqu'elle parle de la Loi Travail, si fortement décriée par des millions de salarié-e-s, la présidente du FN omet volontairement de dire que son parti a désapprouvé les manifestations. Elle ne mentionne pas non plus le Code du travail, et se contente d'aborder seulement la primauté des négociations de branche. La

raison est simple : comme le patronat, le FN est opposé à un Code du travail qui protège les travailleurs/travailleuses, mais il ne le dit pas clairement et se cache derrière la primauté des négociations de branches sur les négociations d'entreprise. Pour démontrer l'hostilité du FN aux acquis sociaux, il suffit de reprendre les propos de la dirigeante du FN dans cette même interview. En effet, les trois points de suspension entre les deux phrases citées dans le paragraphe précédent renvoient aux mots suivants : *«on pourra donc, en fonction de ces négociations, travailler 39 heures, mais payés 39!»* Les propos sont clairs : le FN est hostile aux 35 h ; il veut le retour aux 39 h. Seulement, elle cache cette volonté de revenir en arrière, de remettre en cause un acquis social et la rémunération des heures supplémentaires, en reprenant la formule de Sarkozy : travailler 39 h, payés 39 h.

Pourquoi la vision du FN est contre les travailleurs/travailleuses

Fin janvier, le FN n'a pas encore présenté son «programme» pour les élections de 2017. Son discours sur les questions économiques est donc limité, pour l'instant, au positionnement de ses dirigeants vis-à-vis des autres candidats à la présidence de la République.

À travers le programme de 2012 du parti d'extrême droite, ses propositions pour les régionales de 2015 et les positionnements récents de ses dirigeants, on observe quatre éléments permanents, quatre constantes :

- le maintien du système d'exploitation capitaliste ; en dépit des différentes présentations et de divergences parmi ses dirigeants, le modèle qui inspire le FN semble être un «capitalisme national de taille moyenne» ;

- la stigmatisation des immigré-e-s, notamment non-européen-ne-s et, pour dire les choses franchement, «non-blanc-he-s» ;
- une vision conservatrice de la société et de la famille ;
- le recours à un État autoritaire.

Ce dernier point mérite qu'on s'y attarde. En faisant référence à l'État, le parti d'extrême droite veut faire croire qu'il a rompu avec le libéralisme économique et qu'il est désormais du côté des travailleurs/travailleuses. Cette présentation simpliste, entretenue par les médias, met en sourdine le fait qu'aucune économie capitaliste ne peut vivre sans État. Autrement dit, un courant politique peut être à la fois pro-capitaliste et demander l'intervention de l'État, pour autant que celle-ci préserve mieux les intérêts du capi-

tal. L'exemple le plus emblématique est fourni par Milton Friedman, grand théoricien du libéralisme économique moderne : il a été parmi les premiers à soutenir le coup d'État de Pinochet au Chili. Plus récemment, David Cameron, le premier ministre libéral britannique, n'avait pas hésité à «nationaliser» les banques anglaises menacées de faillite suite à la crise financière de 2008, précisément pour préserver les intérêts des actionnaires de ces banques et plus largement les intérêts des financiers.

Ceci étant posé, il semble que le parti d'extrême droite rêve d'un capitalisme national et de taille moyenne. Cette tendance permet au FN de s'afficher, au gré des circonstances, comme «l'ennemi du grand capital», ce qui l'autorise à gagner plus d'audience auprès des «laissés-pour-

compte» et des perdants de la mondialisation et de l'Europe libérales, tout en mobilisant les patrons dans le commerce, l'artisanat et les petites et moyennes entreprises.

Une précision s'impose : l'hostilité affichée du FN au «grand capital» ne fait pas l'unanimité parmi ses dirigeants. Ainsi, selon l'un de ses plus hauts dirigeants : «*Le FN est l'ami de toutes les entreprises, des plus petites à celles du CAC 40.*»

Ce tiraillement du FN entre le «grand capital» et le «petit et moyen capital» s'observe aussi au sein du patronat et

explique les divergences au Medef quant à son positionnement vis-à-vis du FN. Ainsi, en 2011, Laurence Parisot, l'ancienne présidente du Medef, dénonçait le parti d'extrême droite dans son livre intitulé *Un piège bleu Marine*. Tandis que le conseil exécutif du Medef réuni le 16 janvier 2017 a décidé d'inviter le FN pour échanger avec ses dirigeants, position qui, précisons-le, ne fait pas l'unanimité au sein de l'organisation patronale⁽⁴⁾.

Cela prouve qu'au-delà des quatre «valeurs historiques» du FN mentionnées plus haut, qui fédèrent le parti d'extrême

droite, il est inutile de chercher une cohérence quelconque dans son discours : il est capable de dire une chose et son contraire, dès lors que cette tactique lui permet de gagner des voix.

Pour démasquer le discours démagogique du FN et pour démontrer qu'il s'oppose sur le fond aux intérêts des travailleurs/travailleuses, même s'il prétend le contraire, nous prendrons ici quatre exemples : la promesse de la hausse des salaires, la sortie de l'euro, la politique budgétaire et la politique sociale.

Hausse des salaires : une promesse avec une contrepartie qui réduit le pouvoir d'achat

Dans son programme de 2012, le parti d'extrême droite fait la promesse suivante : «*tous les salaires jusqu'à 1 500 € bénéficieront d'une augmentation de 200 € nets*».

Dans ce programme 2012, il n'y a rien sur les mécanismes de création des richesses, ni sur la création de la valeur ajoutée et son partage, ni sur les profits et la distribution des dividendes. Cela se comprend car aborder ces sujets dans l'optique des travailleurs/travailleuses nécessite de remettre en cause le système d'exploitation capitaliste, ce qui n'est absolument pas l'optique du FN.

Précisons que le 25 janvier 2017 la présidente du FN a annoncé sur Europe 1 qu'elle ne proposera pas de hausse du Smic, car selon elle une telle hausse «*entraîne une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays.*»

Dans son programme 2012, comment le parti d'extrême droite compte-t-il financer cette hausse des salaires ? Ce programme évoque une «*contribution sociale aux importations de 3 % sur la valeur des biens importés*». Dans leurs interven-

tions diverses et variées, les dirigeants de l'extrême droite proposent régulièrement une «*réduction des charges sociales*»; autrement dit, le FN reprend le thème patronal de la baisse des cotisations sociales des employeurs.

Soi-disant pour protéger les salarié-e-s, le parti dirigé par Marine Le Pen reprend donc à son compte une vieille recette libérale avancée d'abord par Jean Arthuis, puis reprise par Nicolas Sarkozy. Précisons que les défenseurs de la TVA «sociale» exigent en contrepartie, une baisse des «cotisations sociales patronales». Le programme du FN ne dit rien en la matière. Mais ses dirigeants ont confirmé à maintes reprises la nécessité d'une réduction des cotisations sociales patronales.

La recette du FN telle qu'elle est présentée dans son programme de 2012 est contre les intérêts des travailleurs/travailleuses pour au moins trois raisons⁽⁵⁾ :

1. elle entraîne une baisse du pouvoir d'achat du fait du renchérissement des prix des produits importés et une hausse des inégalités sociales car les ménages à revenus modestes qui

consacrent une part relativement plus importante de leurs revenus à la consommation, souffriront davantage de cette hausse des prix;

2. assortie d'une baisse de cotisations sociales dites «patronales», elle remet en cause le mode de financement de la protection sociale fondée sur le travail;
3. elle fait l'impasse sur la vraie cause des délocalisations qui est la course aux profits.

Que ce soit dans sa formulation sarkozienne ou frontiste, la «TVA sociale» est donc contraire aux intérêts des travailleurs/travailleuses. Comble de la démagogie, le FN n'a pas hésité à reprendre le titre de l'analyse de la CGT de cette idée antisociale («La TVA sociale est patronale»). Cette manœuvre met en évidence l'opportunisme du parti d'extrême droite.

Lorsque la CGT revendique, légitimement, une hausse des salaires, à commencer par le Smic, elle formule également des propositions claires et précises pour réaliser cette revendication : un autre partage des richesses pro-

4 - *L'Opinion*, 16 janvier 2017.

5 - Pour de plus amples explications voir : «La TVA sociale est patronale», *Note économique*, n° 110, mai 2007.

duites par les travailleurs/travailleuses, une mise à contribution des actionnaires, des rapports équilibrés entre donneurs d'ordre et sous-traitants, des taux d'inté-

rêt sélectifs et une baisse du coût des crédits bancaires pour les ramener au même niveau que celui dont bénéficient les grandes entreprises, une fiscalité plus

juste et plus favorable à l'emploi et à l'investissement productif...

Le parti d'extrême droite reste muet sur ces sujets.

Sortir de l'euro

Ce slogan constitue la pièce maîtresse du programme économique du FN : il propose de sortir de l'euro sur la parité 1 F = 1 €. Pourquoi sortir de l'euro ? Pour pouvoir dévaluer la monnaie, répond le FN.

En la matière, le parti d'extrême droite reprend à son compte l'analyse théorique générale, d'inspiration libérale, selon laquelle la dévaluation de la monnaie rend les produits nationaux moins chers par rapport aux produits étrangers, ce qui incite à réduire les importations, à produire dans le pays et à exporter davantage.

La réalité est évidemment plus complexe. La sortie de l'euro pose des questions pratiques qu'ignore totalement le FN. En dehors de ces aspects pratiques, dans l'optique des travailleurs/travailleuses, qui n'est pas celle du FN, le problème fondamental quant à la dévaluation de la monnaie est le suivant : en l'absence d'un changement de logique du système et de mode de production, la dévaluation de la monnaie équivaut à une dévalorisation du travail. Autrement dit, la valeur de l'heure travaillée en France sera diminuée par rapport à celle des pays avec lesquels la France entretient des relations commerciales. Par exemple, si aujourd'hui une heure de travail en France permet d'acheter dix litres de pétrole brut que le pays doit importer, une dévaluation de 10 % de la monnaie signifie, toutes choses égales par ailleurs, que l'heure du travail n'équivaut qu'à 9 litres du pétrole brut. Pour obtenir la même quantité de biens (en

l'occurrence dans notre exemple dix litres du pétrole), le salarié français doit donc travailler plus. Il s'agit donc d'une dévalorisation de son travail et d'une baisse de son pouvoir d'achat.

La dévaluation de la monnaie pose aussi d'autres problèmes au niveau de l'ensemble de l'économie. Ainsi, la dévaluation risque d'alourdir les charges de la dette publique dont presque deux tiers sont détenus par les « non-résidents », c'est-à-dire par des individus ou entreprises et financiers qui se trouvent hors de la France.

Les autres propositions du FN concernant l'établissement de contingents à l'importation et le rétablissement des droits de douane ou des taxes à la frontière s'inspirent de la même logique que la sortie de l'euro. De telles mesures risquent de provoquer la riposte des autres pays : la France exporte pratiquement un quart de sa production et importe plus ou moins autant de produits nécessaires à l'usage intérieur (consommation des ménages et investissement des entreprises).

Qu'il s'agisse de la sortie de l'euro ou des mesures dites « protectionnistes », le FN fait le silence sur le problème fondamental, à savoir le rôle des groupes mondiaux, des firmes qui organisent leur chaîne de valeur en fonction d'un seul critère : la rentabilité du capital, appuyée sur l'optimisation fiscale.

En revanche, le FN attise l'hostilité et la mise en concurrence des travailleurs/travailleuses sous couvert de protection

des intérêts nationaux. Dans cette perspective, il s'appuie et participe à l'organisation d'une « internationale d'extrême droite » nationaliste, xénophobe, voire fascisante dans certains cas, et compte bien en tirer des bénéfices pour lui-même. Ainsi, le 21 janvier 2017, Marine Le Pen s'est retrouvée à Coblenz (Allemagne) aux côtés des autres dirigeants de partis d'extrême droite européens, parmi lesquels Frauke Petry, coprésidente de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), Matteo Salvini de la Ligue du Nord italienne et le Hollandais Geert Wilders.

Ces partis d'extrême droite convergent sur plusieurs thèmes chers au FN : le rejet de l'immigration, de l'islam, des élites et de l'Europe, avec un discours « anti-système ».

Au cours de ce rassemblement des partis d'extrême droite européens, Marine Le Pen affirme que « 2017 sera l'année du réveil des peuples de l'Europe continentale » et achève son discours par un « vive les Nations d'Europe, et vive l'Europe des Nations ! »

Ce geste en faveur de « l'Europe des Nations », telle que la conçoit le FN, permet au parti d'extrême droite d'évacuer le sujet fondamental du contenu de « Nations d'Europe » et de « l'Europe des Nations »⁶. Le FN, tout comme ses *alter ego* européens, rêve d'une nation où les capitalistes nationaux exploiteraient tranquillement les travailleurs/travailleuses nationaux et étrangers, (les étrangers dans la mesure où leur présence serait indispensable pour faire

6 - Il existe d'autres versions de « l'Europe des Nations », revendiquées par les gaullistes et par une partie de la gauche « anti-Maastricht ». Elles ne peuvent en aucun cas être assimilées à l'extrême droite.

fonctionner la machine capitaliste et mieux exploiter les travailleurs/travailleuses). En effet, le FN vise moins à expulser (tous) les immigré-e-s qu'à les fragiliser pour mieux les exploiter et diviser le monde du travail.

Défendre les intérêts des travailleurs/travailleuses implique de poser d'autres questions : sortir de la mise en concurrence et établir des coopérations permettant de tirer vers le haut les normes sociales et environnementales tant en

France que dans les autres pays. Cela suppose également des droits d'intervention pour les salarié-e-s et leurs représentant-e-s sur les choix stratégiques des entreprises. Le FN s'y oppose évidemment.

Budget de l'État, dette publique et nationalisation des banques

Le FN prétend vouloir ramener à zéro le déficit du budget de l'État (dans son programme de 2012, l'horizon temporel pour cet objectif est 2018) et rendre à la Banque de France la possibilité de financer directement le Trésor public.

Notons la contradiction : s'il n'y a plus de déficit, il n'y aura pas lieu de financer le Trésor public par la Banque centrale !

Mais, si le FN comptait réellement ramener le déficit à zéro, comment s'y prendrait-il ? En réduisant les dépenses publiques (70 milliards d'euros d'économies, dont 40 milliards sur le dos des immigré-e-s ; chiffrage du programme 2012).

Comme dans d'autres domaines, le parti d'extrême droite met en sourdine les problèmes fondamentaux comme une refonte du système fiscal au service de l'emploi, du développement économique

et social et de la protection de l'environnement. Il ne dit rien non plus sur les milliards d'aides attribuées chaque année au patronat, ni d'ailleurs sur les dépenses militaires.

Il ne pose pas non plus la question fondamentale de la finalité de la dette publique. La possibilité que l'État, *via* le Trésor, puisse s'endetter directement auprès de la Banque centrale ne peut constituer en soi un objectif en faveur des travailleurs/travailleuses. La question fondamentale demeure l'usage qui sera fait de l'argent ainsi obtenu. Par exemple, l'État pourrait s'endetter pour financer une guerre, ce que fait l'État américain.

Il en est de même en ce qui concerne la « nationalisation de certaines banques » que propose le FN. Le parti d'extrême droite ne pose absolument pas la question fondamentale de la finalité de l'activité

bancaire. Une banque nationalisée pourrait bien continuer à financer les activités de nature spéculative, ou à distribuer des crédits non en fonction de l'utilité sociale et environnementale des projets, mais uniquement sur la base de leur rentabilité attendue. C'est ce qu'ont fait les banques anglaises suite à leur nationalisation après la crise financière de 2008.

Dans l'optique des travailleurs/travailleuses, il ne suffit pas seulement de nationaliser certaines banques. L'enjeu fondamental demeure la finalité du financement bancaire. Défendre les travailleurs/travailleuses implique que l'ensemble du système bancaire soit mobilisé au service de l'emploi, de l'investissement productif et du développement solidaire des territoires. C'est le sens de la revendication CGT d'un pôle financier public.

Le bilan catastrophique des « vitrines du FN » dans le domaine social

Les pratiques du FN, partout où il est arrivé aux commandes, confirment le bien-fondé de l'analyse et des critiques des opposants à l'extrême droite. Autoritarisme à la limite du refus des droits constitutionnels, remise en cause des acquis sociaux notamment en ce qui concerne les associations, hostilité à l'égard des immigré-e-s et des syndicats. Ces pratiques s'observent aussi bien par le passé, lorsque Le Pen père présidait le

parti d'extrême droite, qu'à présent, avec sa fille à la tête du FN.

Pour illustrer nos propos, nous prenons ici l'exemple de Hayange (département de la Moselle) sur la base des témoignages exprimés lors d'une journée organisée par la CGT, FSU, Solidaires, Unef, UDL, FIDL, le 2 octobre 2015.

Frappée fortement par le chômage, la commune a été emportée par une équipe frontiste lors des élections municipales de

2014. La victoire électorale n'était pourtant pas prévue. La nouvelle équipe est issue d'une quadrangulaire, avec un très fort taux d'abstention. Pour le FN, la cible régionale était Forbach avec la candidature de Philippot.

La nouvelle équipe municipale se caractérise par son incompétence, aux dires de nombreux habitants. Elle tente de la compenser par des actions populistes (la fête du cochon, la soirée bavaroise...)

et par une politique clientéliste visant les seniors : navette, repas mensuel, etc. Elle joue également la «préférence municipale» : Hayange contre les autres villes.

Un climat délétère apparaît au sein des ateliers municipaux; la surveillance et les dénonciations se développent.

Les élus municipaux dans les CA d'associations n'ont rien à dire. Le maire est le seul décideur avec un petit groupe invisible. Ils ne s'occupent pas des associations; en revanche, ils organisent une fois par mois une permanence de quartier.

L'axe prioritaire est le superficiel et le visible : la voirie, le nettoyage du centre-ville, la réfection des peintures... Bref, des actions ponctuelles et visuelles.

En termes de gestion du personnel, l'action municipale de l'extrême droite se traduit par un prolongement et un approfondissement des politiques d'austérité nationales et locales.

À Hayange, pour une embauche statutaire, il faut comptabiliser quatorze départs. Sur le rapport aux organisations syndicales, une politique d'affrontement est

menée à Hayange : le maire cherche à éradiquer les organisations syndicales en s'attaquant en particulier aux principaux militants. Le harcèlement contre les syndicats trouve des formes nouvelles, notamment en utilisant les réseaux sociaux, épiaant toutes les réactions.

La nouvelle équipe a diminué les subventions aux associations, surtout celles jouant un rôle important pour l'insertion des jeunes.

L'hostilité du maire à l'endroit du Secours populaire, qui a fait scandale, exprime clairement la nature réactionnaire et antisociale des pratiques du parti d'extrême droite. En prétextant qu'elle serait devenue une antenne du PCF, le maire FN veut expulser l'organisation qui distribue dans cette commune de la nourriture, des vêtements, et aide des familles dans le besoin.

«*Nous ne sommes pas engagés politiquement, on ne comprend pas qu'un élu veuille chasser une association qui vient en aide à 800 personnes sur sa ville*», précise Marie-Françoise Thull, la responsable départementale du Secours populaire, en ajoutant que le maire FN «*aurait envie que les associations fassent à sa*

mesure. Il n'a pas compris l'indépendance à respecter» (*Le Monde*, 30 septembre 2016).

Ces quatre exemples montrent que le FN demeure le parti de la démagogie. Comme par le passé, ces pratiques font fi de toute honnêteté intellectuelle. Le changement de sa présidence ne modifie pas cette réalité. Dans le discours du FN, les mots changent en fonction des circonstances, du climat politique et social, de l'audience, mais les idées demeurent fondamentalement inchangées.

L'insistance du FN sur les «valeurs traditionnelles» (famille, école, armée, religion, stigmatisation des immigré-e-s notamment d'origine maghrébine...) et la reprise des mots d'ordre des forces progressistes donnent un caractère contradictoire au discours du parti d'extrême droite, caractère qui constitue l'une de ses forces.

Cela rend difficile, surtout pour le citoyen peu sensibilisé aux mécanismes profonds du fonctionnement de l'économie, de se rendre compte des contradictions entre le discours du FN et son attachement profond au régime d'exploitation capitaliste.

Pourquoi la vision du FN est pro-capitaliste

Le FN se présente comme l'expression de la voix des laissés-pour-compte du «système». Mais le parti d'extrême droite ne précise jamais ce qu'il entend par le «système». Dans son discours, ce mot renvoie au pouvoir politique, au fameux «UMPS». La formule est séduisante, au moins pour une partie de la population, car de par leurs politiques, les gouvernements successifs, de droite comme du PS, sont à l'origine de l'amertume sociale; par conséquent, ils ont une grande responsabilité dans la montée de l'extrême droite. Ceci posé, cette formulation permet au FN de cacher son attachement à l'essence-même du «sys-

tème», à savoir l'exploitation des travailleurs/travailleuses par les capitalistes.

Pour preuve, dans le programme du FN, il n'y a aucune référence au système capitaliste et à l'exploitation des travailleurs/travailleuses. Un courant politique qui se veut défenseur des travailleurs/travailleuses ne peut faire le silence sur ce point fondamental.

«*Nous sommes d'authentiques libéraux au niveau national, et des protectionnistes raisonnés à l'extérieur*», déclare récemment (*Le Monde*, 24/11/2016) Bernard Monot, animateur du groupe de travail chargé du programme économique du FN. «*Le FN est l'ami de toutes*

les entreprises, des plus petites à celles du CAC 40», précise-t-il. Les précisions apportées par le dirigeant de l'extrême droite («*à condition qu'elles embauchent, investissent et payent leurs impôts en France*») mettent en évidence l'attachement du FN à un vieux capitalisme national.

Soulignons que la défense des entreprises du CAC 40 par le FN est contradictoire avec ses «cris» contre les marchés financiers dont il dit qu'il faut s'en libérer, car ces entreprises se rangent parmi les principaux vecteurs de la financiarisation de l'économie, de la mondialisation libérale, décriées par le FN. De telles contradictions

sont nombreuses dans le discours du FN. Ce n'est pas surprenant : cela fait partie intégrante de la stratégie du parti d'extrême droite. Peu importe si les propos sont contradictoires ; l'essentiel est qu'ils puissent séduire en parlant aux mécontents de toutes sortes.

Dans le programme 2012 du FN, la référence à l'entreprise est faite dans le chapitre emploi et sous le titre : « Soutien aux entreprises et commerces : le patriotisme économique ». Le parti d'extrême droite expose dans ce chapitre sa vision nationaliste et poujadiste.

Le fait que pour le parti d'extrême droite, la défense de l'emploi passe par le « *soutien aux entreprises* » montre son attachement au système de l'exploitation capitaliste. De ce point de vue, l'approche du FN est la même que celle des libéraux et des sociaux libéraux, car comme eux, le parti d'extrême droite continue de défendre la « baisse des charges pesant sur les entreprises », soi-disant pour favoriser l'emploi. On pourrait nous dire : quand-même, le FN demande une hausse des salaires, des pensions, etc.

Des exemples historiques ne manquent pas, où les défenseurs du système capita-

liste prétendent défendre les intérêts des travailleurs/travailleuses pour mieux les extorquer. L'exemple du fascisme vient évidemment en premier lieu à l'esprit, mais le fordisme en est une autre illustration.

Au-delà des exemples, la vraie question est la suivante : il ne suffit pas seulement de promettre ; il faut aussi expliquer comment on réalise ces promesses et quelles en sont les contreparties. Par exemple, la contrepartie de la hausse des salaires est la « TVA sociale » avec ses effets pervers pour les travailleurs/travailleuses, comme cela a été démontré plus haut.

Une vision anti-immigré-e-s, xénophobe et colonialiste

La stigmatisation des immigré-e-s est une constante au FN : le parti d'extrême droite n'a jamais changé de position sur ce point. C'est son fonds de commerce.

Cette hostilité vis-à-vis des immigré-e-s s'exprime de plusieurs façons. Le raccourci entre le chômage et la présence des immigré-e-s a longtemps été employé par le FN. Il refait surface dans le contexte de crise actuelle : pour éradiquer le chômage, il suffirait de « foutre dehors » les immigré-e-s.

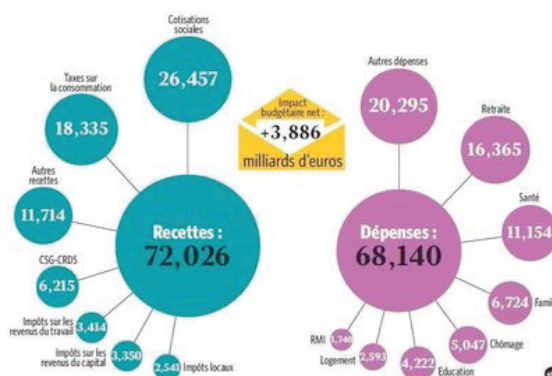
Cette présentation simpliste pourrait plaire notamment aux privés d'emploi, aux victimes des licenciements, des fermetures de site et délocalisations. La réalité est évidemment plus complexe. Toutes les études sérieuses confirment que les immigré-e-s ne prennent pas le travail des autochtones. Elles montrent également qu'il y a complémentarité entre les postes occupés par les autochtones et les immigré-e-s. Enfin, elles montrent que du point de vue du financement, les immigré-e-s apportent plus qu'ils ne profitent des allocations (voir l'encadré ci-contre).

LES IMMIGRÉ-E-S COÛTENT-ILS AUX FINANCES PUBLIQUES ?

Selon une étude menée par les chercheurs de l'Université de Lille pour le compte du ministère des Affaires sociales publiée en 2010, la contribution moyenne d'un.e immigré.e au budget des administrations publiques est supérieure à celle d'un « natif » et la contribution nette globale de l'immigration aux budgets publics est de l'ordre de 12 milliards d'euros en 2005. L'impact positif est donc de l'ordre de 0,5 % du PIB.

Dans une autre analyse parue en 2011, l'économiste Xavier Chojincki trouve pour l'année 2005 que la contribution nette (sommes perçues nettes de sommes versées) des immigré-e-s sur toute leur durée de vie est soit légèrement positive (si l'on considère l'impact budgétaire sur le long terme), soit légèrement négative (si l'on considère l'impact budgétaire à un instant donné du temps)⁽⁷⁾.

Le schéma suivant présente une estimation des apports financiers des immigré-e-s et ce qu'ils perçoivent.



Source : « On entend dire que l'immigration coûte cher à la France. Qu'en pensent les économistes ? », Eyrolles, 2012.

7 - Source : Petit manuel économique anti-FN, Ecolinks, 2017.

L'hostilité du FN aux immigré-e-s s'exprime aussi par sa volonté de réserver des allocations, soit uniquement, soit en priorité, aux nationaux. Et le mot « nationaux » reste ambigu dans le discours du parti d'extrême droite, car il ne renvoie pas nécessairement aux personnes de nationalité française. En revanche, le parti d'extrême droite est muet sur les conditions d'exploitation des travailleurs/travailleuses immigré-e-s. Et ce point est d'une importance majeure pour le syndicalisme, car la solidarité des travailleurs/travailleuses est consubstantielle au syndicalisme.

Marine Le Pen amplifie l'hostilité du FN à l'endroit des immigré-e-s. Selon elle, héberger les nouveaux « migrants » (c'est-à-dire les demandeurs d'asile récemment arrivés en France) conduit à ce que la France ne s'occupe plus de ses propres SDF ! Ainsi, en utilisant cette formule apparemment philanthrope, le leader de l'extrême droite met en sourdine le vrai sujet, à savoir : pourquoi il y a tant de SDF, qu'ils soient « français » ou « migrants » (voir l'encadré ci-contre).

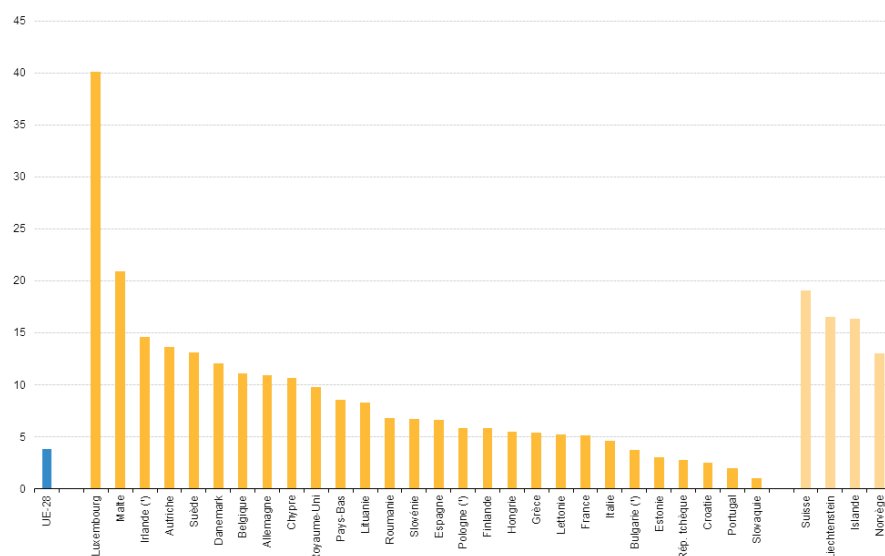
Tactiquement, Marine Le Pen essaye de se démarquer de son père et de sa brutalité. Mais il est difficile pour elle, comme pour tout activiste convaincu de l'extrême droite, de cacher en permanence ses vraies intentions, comme il était difficile pour le Docteur Folamour de dissimuler son attachement au nazisme et au salut nazi. Ainsi, dans l'interview accordée au journal *Le Parisien* du 7 janvier 2017, la présidente du FN expose clairement l'hostilité fondamentale de son parti aux immigré-e-s, en remettant en cause des droits constitutionnels, comme l'égalité des droits ou encore le droit à l'éducation gratuite pour tous les enfants résidant

LA FRANCE ENVAHIE PAR LES MIGRANTS ?

Selon Eurostat, le pays qui a accueilli le plus grand nombre d'immigrants en 2014 est l'Allemagne (884 900), suivie par le Royaume-Uni (632 000), la France (339 900), l'Espagne (305 500) et l'Italie (277 600).

C'est l'Espagne qui a enregistré le plus grand nombre d'émigrants en 2014 (400 400), suivie par l'Allemagne (324 200), le Royaume-Uni (319 100), la France (294 100) et la Pologne (268 300).

En proportion de la taille de la population résidente, le pays qui a enregistré le taux le plus élevé d'immigration en 2014 est le Luxembourg (40 immigrants pour 1 000 personnes), suivi par Malte (21 immigrants pour 1 000 personnes) et l'Irlande (15 immigrants pour 1 000 personnes). Pour 1 000 habitants, la France compte 5 migrants ; autrement dit, les migrants arrivés en France représentent 0,5 % de la population, comme le montre le graphique ci-dessous.



(*) Données provisoires.
Source : Eurostat (codes des données en ligne : migr_imm1ctz et migr_pop1ctz)

en France : « *Nous proposons un délai de carence pour tous les étrangers qui viennent travailler dans le pays. Ils devront cotiser quelques années avant de pouvoir accéder aux bénéfices de la protection sociale et de la solidarité nationale dans son ensemble. J'y inclus d'ailleurs l'école gratuite.* »

Cette vision anti-immigré-e-s s'accompagne d'un attachement nostalgique au colonialisme, tout du moins auprès d'un

certain nombre de dirigeants influents du FN. Cette nostalgie colonialiste s'observe notamment dans le livre de Thibault de la Tocnaye, un haut dirigeant du parti d'extrême droite et fils d'Alain de La Tocnaye, membre de l'OAS. Dans ce livre intitulé *Les Peuples rebelles*, le dirigeant du FN explique son engagement par des valeurs chrétiennes et anti-communistes. Et dans une inter-

view accordée récemment pour présenter le livre, il dit⁽⁸⁾ : « Si j'étais né 30 ans en arrière, j'aurais été un soldat vivant l'aventure dans les colonies. »

Enfin, le FN reprend à son compte les thèses des néoconservateurs américains sur les conflits des civilisations. Ainsi, dans l'interview citée plus haut, la question suivante est posée au dirigeant de l'extrême droite : « toute votre vie, vous avez combattu le communisme.

L'islamisme intégriste est-il le remplaçant idéologique contre qui devront lutter les nouvelles générations de volontaires résistants ? » Sans nier son combat anti-communiste acharné, Thibault de la Tocnaye répond : « évidemment, il y a des similitudes. Le XX^e siècle a été celui de la lutte contre le communisme. J'ai peur que le XXI^e siècle soit celui de la lutte contre l'Islam conquérant ». Cette vision est réaffirmée par Marine Le Pen lors du rassemblement récent

des partis d'extrême droite européens réunis en Allemagne en janvier 2017. Elle a attaqué Angela Merkel, « présentée comme une héroïne humanitaire » en France, alors que, selon Marine Le Pen, « on sait très bien que dans les flux de migrants se cachent des terroristes ». Cet amalgame entre migrants et terroristes vise en fait à attiser l'hostilité vis-à-vis des immigré-e-s.

Derrière l'image « moderne » de Marine Le Pen, un conservatisme sociétal

Même si dans certains domaines (par exemple l'IVG) la fille Le Pen exprime des propos plus nuancés que son père, sur le fond, le FN se caractérise par un conservatisme sociétal, comme le montre son positionnement autour des sujets tels que le mariage gay, les conflits internes au FN sur l'IVG ou encore sa politique familiale qui demeure nataliste.

En prétendant défendre la loi de 1905, sur la séparation des Églises et de l'État,

Marine Le Pen la déforme, en articulant la défense de la laïcité à la lutte contre le multiculturalisme et surtout contre l'islam. Pourtant, quand d'autres religions occupent l'espace public, à commencer par les catholiques intégristes, le FN n'y trouve rien à redire. La loi de 1905 stipule, à l'inverse, le respect de la liberté de conscience et le libre exercice du culte (quel qu'il soit). Enfin, le parti d'extrême droite entretient aussi la confusion entre

immigration, laïcité et communautarisme.

La façon dont le FN traite les droits des femmes est un exemple de toute l'ambiguïté et de la dangerosité des valeurs frontistes.

En effet, le parti d'extrême droite entretient une ambivalence et des divisions à l'égard des femmes, en matière de liberté et d'égalité des droits au travail et dans la vie, qui ne résistent pas à l'analyse⁽⁹⁾.

La question des droits et libertés individuelles

Dans un entretien sur BFM le 16 octobre 2016, Marine Le Pen est intervenue sur les questions de féminisme. Sans se dire ouvertement féministe, elle souhaite défendre les droits des femmes contre une menace généralisée et qui, selon elle, serait niée par ceux (et celles) qui se réclament du féminisme : « le fondamentalisme islamiste ». Ce serait le vrai danger qui pèse sur toutes les femmes « françaises » aujourd'hui. On voit ici comment est instrumentalisée la cause des femmes, dans le but d'aborder insidieusement les questions religieuses et « ethniques » avec une opposition sim-

pliste entre fondamentalistes islamistes d'un côté et femmes françaises de l'autre...

Sur les droits à l'IVG, le mariage pour tous et toutes, il y a un double discours : d'un côté, une frange non négligeable de militants (autour de Marion Maréchal Le Pen) revendique ouvertement la remise en cause du droit à l'IVG, et s'est affichée à la « Manif pour tous » contre les droits des homosexuel-le-s. Mais de l'autre, Marine Le Pen veut calmer le jeu, rassurant sur le maintien des droits à l'avortement, et de tous les droits des femmes, en rappelant qu'elle est elle-même une

femme (argument « essentialiste », loin d'être convaincant). On trouve cependant dans son programme de 2012 une revendication curieuse : « le libre choix pour les femmes doit pouvoir être aussi celui de ne pas avorter » ! C'est un des mots d'ordre des militantes anti-IVG. Par ailleurs, elle n'a pas participé directement aux mobilisations de la « Manif pour tous », mais réaffirme qu'elle s'oppose au mariage des homosexuel-le-s (qu'elle remplacerait par un « PACS amélioré ») et surtout à l'homoparentalité et à l'adoption.

8 - <https://etudesgeostrategiques.com/2014/01/04/thibaut-de-la-tocnaye-un-volontaire-arme-chretien/>

9 - Ce texte s'appuie sur les travaux du collectif unitaire « Droits des femmes contre les extrêmes droites », lancé par des associations féministes, des syndicats (dont la CGT) et certains partis de gauche : <http://www.droitsfemmescontrextrêmesdroites.org/>

La question du travail des femmes et du « salaire maternel »

Sur le travail des femmes, de la même façon, le discours est ambivalent : on trouvait dans les écrits de Jean-Marie Le Pen une volonté affichée de « renvoyer les femmes au foyer, dans leur rôle de mère ». Discours qui n'apparaît plus ouvertement aujourd'hui, mais qui est beaucoup plus insidieux : dans le même entretien précité à BFM, Marine Le Pen affirme : « *Je considère (...) que l'inégalité salariale – je suis bien placée pour vous le dire, je suis une femme – est évidemment scandaleuse.* » Ou encore : « *Moi, j'ai toujours travaillé, donc ce n'est pas moi qui vais renvoyer les femmes à la maison.* » Elle utilise une fois encore le fait d'être une femme comme preuve de la pertinence de ses propos. Ainsi, pour elle, défendre les droits des femmes, « *c'est ni leur dire : vous allez rester à la maison, ni leur dire : vous allez servir de variables d'ajustement de l'ultra-libéralisme échevelé (...). On va vous faire travailler deux heures le matin, trois heures le soir, vous faire faire des dizaines de kilomètres (...) parce que vous êtes une femme.* » Quelles solutions offrir alors à ces femmes précaires ? Elle osera dire (en se contredisant) : « *Le progrès pour les femmes est de rester à la maison (...) parce*

que beaucoup de femmes servent de variable d'ajustement à toute une série de multinationales. »⁽¹⁰⁾ Et du coup, la mesure « innovante » est « **le salaire parental** » (en fait, exclusivement maternel, ou presque...) : il s'agit d'offrir la possibilité à tous les « parents » de s'arrêter pendant trois ans pour élever leurs enfants, avec un salaire minimum égal à 80 % du Smic. Rappelons qu'il existe depuis 1994 une allocation de ce type (certes autour de 50 % du Smic) mais qui de fait s'adresse dans 98 % des cas aux seules mères de famille, et se traduit bien souvent par une « trappe à inactivité ».

Sur le papier, dans le programme du FN, cette mesure concerne bien tous les parents, mais dans certains discours, les femmes sont les premières visées : « *Le salaire parental est (...) une façon de donner un véritable statut, un revenu et un droit à la retraite à la femme qui choisit de s'occuper de ses enfants* » ou encore : « *Les femmes sont les premières victimes de la précarité. Je veux leur donner un autre choix que d'accepter n'importe quoi dans n'importe quelles conditions* »⁽¹¹⁾. Les arguments sont habiles : d'après la dirigeante de l'extrême droite, celles et ceux qui

défendent à tout prix le travail des femmes ne reconnaissent pas la situation des plus précaires. Cette défense du droit au travail serait un propos de « bourgeois » qui ne connaissent rien à la « vraie vie » des caissières et autres précaires. Il est clair ici que c'est bien à une société à deux vitesses que ce discours invite : certes, elle ne remet pas en cause le droit au travail des femmes mais on affirme ici que « *c'est une liberté de ne pas travailler* » et elle suggère que les plus précaires s'arrêtent de travailler, tandis que les plus qualifiées pourront continuer à travailler. Rien n'est proposé évidemment pour lutter contre la précarité que subissent les femmes (et les hommes), rien contre toutes les inégalités, notamment salariales...

Pour démontrer encore le caractère archaïque et dangereux des propos du FN, rappelons que dans son programme 2012, une politique nataliste xénophobe est réaffirmée, avec l'augmentation des allocations familiales « *réservées aux familles dont un parent au moins est français* »...

10 - « Des paroles et des actes » sur France 2 – 24 février 2012.

11 - Lors du forum « ELLES – Sciences PO », 5 avril 2012.

Fiche 1

Peu d'éléments nouveaux par rapport au programme 2012

Pour Bernard Monot qui pilote le programme du FN : « *Le programme, c'est la doctrine qu'on a établie en 2008, lorsque nous avons tout remis à plat après la présidentielle de 2007, avec deux notions centrales : le patriotisme économique et le protectionnisme. Notre programme est devenu libéral, mais pas ultralibéral comme avant.* »

Il se fonde pour l'essentiel sur un catalogue de propositions produit en 2012, qui sera peut-être amendé pour la prochaine présidentielle. Mais, pour l'instant, les responsables du parti d'extrême droite n'ont guère dévié de la ligne de 2012. L'essentiel de l'argumentation développée en 2012 reste donc inchangé.

Il s'articule autour de cinq points principaux. Le programme sera donc « *actualisé par rapport à 2012 sur cinq axes* », dit le dirigeant du FN. Pour l'heure, les déclarations des dirigeants de l'extrême droite se limitent à deux champs : fiscalité et droit du travail.

1. La fiscalité et les dépenses publiques

Volet recettes, tous les Français seraient tenus de payer l'impôt sur le revenu (IR), même « symboliquement ».

Il est prévu une « *grande réforme* » de la fiscalité, qui réduira énormément le nombre d'impôts et surtout les taux marginaux pour, en compensation, élargir l'assiette imposable des particuliers et des entreprises. Chacun devra s'acquitter de l'impôt sur le revenu, même symboliquement. En 2012, le parti d'extrême droite prônait une « *tranche supérieure de l'impôt sur le revenu portée à 46%* » afin que « *les classes moyennes [aient] moins l'impôt sur le revenu* ». Le FN veut « *adapter* » la France au dumping social et la rendre « *plus attractive* » pour les multinationales. C'est ce que

confirme Bernard Monot : « *Nous voulons nous aligner sur la baisse de l'impôt sur les sociétés, comme au Royaume-Uni.* »

A priori, cela veut dire une augmentation de la pression fiscale sur les plus pauvres, puisqu'ils seraient soumis à l'IR sans qu'il y ait d'engagement précis sur une quelconque baisse des impôts indirects, notamment la TVA. En revanche, le FN compte introduire une taxe à l'importation égale à 3% de la valeur des produits importés, ce qui est une forme de TVA. Augmentation de la fiscalité pour les plus pauvres, baisse pour les entreprises et les plus riches. *Quid* du taux marginal à 46% ?

Le FN escompte récupérer « *15 à 20 milliards d'euros annuels* » de la lutte contre la fraude fiscale des entreprises. On peut en douter, compte tenu de son hostilité à l'égard de la fonction publique et en particulier contre les agents des impôts, car pour lutter contre la fraude, il faut augmenter les moyens, surtout en termes de nombre de personnes chargées du contrôle, option que semble exclure le parti d'extrême droite.

S'agissant des dépenses publiques, le projet prévoit de gagner « *40-42 milliards d'euros annuels à la fin du quinquennat* » par une réduction de l'immigration à 10 000 entrées légales annuelles. Il comprend un « *objectif de réduction des dépenses publiques de 60 milliards d'euros* ». Les dépenses publiques seraient à « *moyen terme* » ramenées à 50% du PIB.

On constate que la seule mesure concrète est la diminution de l'immigration légale. Or, une équipe de chercheurs de l'université de Lille, sous la direction de Xavier Chojnicki, a réalisé pour le compte du ministère des Affaires sociales une étude sur les coûts de l'immigration pour l'éco-

nomie nationale. Les chercheurs ont remis leur rapport en 2009, au terme de trois ans d'études, travaillant sur des chiffres officiels. Le résultat est sans appel : l'immigration ne coûte pas ; les immigré-e-s perçoivent de l'État 47,9 milliards d'euros, mais ils reversent 60,3 milliards. Autant dire un solde très positif de 12,4 milliards d'euros pour les finances publiques.

C'est donc une politique d'austérité, de compression des services publics, de diminution de ses missions que promeut le FN, contrairement à ses propos.

2. Le droit du travail :

- le droit du travail serait « *assoupli (...) quand les choses iront mieux* ». Mais, si les choses s'améliorent, cela veut dire que le droit du travail actuel y contribue ; pourquoi le changer ensuite ? Comprenez que peut !
- les 35 heures seraient aussi « *assouplies* » pour favoriser les accords de branche et les « *39 heures payées 39* ». Cela signifie que la rémunération des heures supplémentaires de + 10 % ou + 25 % passerait à la trappe, d'où une baisse de pouvoir d'achat ;
- Le FN annonce l'abrogation de la loi El Khomri. Abrogation de cette loi d'une part, assouplissement dans de nombreux domaines d'autre part. En mettant les deux postures côte à côte, on peut conclure que le FN veut abroger la loi El Khomri pour établir des règles encore plus régressives. En tout état de cause, au lieu d'une réduction du temps de travail nécessaire à la sortie de la crise, c'est un allongement du temps de

travail qui est prônée par le parti d'extrême droite, et un recul des droits sociaux ;

- fichage des salarié-e-s par la mise en place d'une carte vitale biométrique, lutte contre les arrêts médicaux de « complaisance ».

Pour le reste, dans le discours des dirigeants du FN, on constate, pêle-mêle, le refus du système bancaire, la défense des PME-PMI, la ré-industrialisation du pays.

Le FN maintient sa volonté de sortir de l'euro, d'établir une taxe sur les

importations, de faire des immigré-e-s les boucs émissaires de toutes les difficultés : fin de l'aide médicale d'urgence, mise en place d'une contribution au système scolaire pour les étrangers n'ayant pas de papiers, etc.

Fiche 2

La question salariale, grande absente des programmes frontistes

À la lecture de son programme économique 2012, et plus encore à la lecture de celui de 2017, il apparaît tout d'abord que le FN méconnaît la question salariale et celle du partage de la valeur ajoutée, questions pourtant centrales dans le débat sociopolitique français.

Cette méconnaissance s'explique par une réalité : pour le parti d'extrême droite, l'opposition fondamentale ne dissocie pas le capital (les propriétaires) du travail (les salariés), mais les « nationaux » des « étrangers », les PME/PMI des grands groupes – en particulier ceux du Cac 40 – et du « grand capital », les artisans et petits commerçants de la grande distribution. Pour le FN, l'entreprise constitue donc une « boîte noire ».

Cette particularité se manifeste de plusieurs façons et a plusieurs implications. Si le rétablissement du pouvoir d'achat constitue une « impérieuse nécessité » pour le FN, il passe ainsi avant tout par une action non pas sur les salaires, mais sur les prix et la fiscalité. Typiquement, concernant la dimension fiscale et la « revalorisation des revenus des salariés des sociétés privées », le programme 2012 du FN indiquait : « L'impôt sur les sociétés sera modulé pour inciter les entreprises à adopter une politique salariale plus généreuse et distribuer davantage de leurs profits à leurs salariés. Une réserve légale de titres sera instaurée. Elle sera un moyen de reconnaître au personnel une part de propriété dans l'entreprise, sans droit de vote, mais permettant le versement de dividendes. » La perspective privilégiée est donc plutôt celle d'une association capital/travail.

Concernant la dimension « prix », le FN proposait en particulier, dans son programme 2012, le « rétablissement de l'échelle

mobile des salaires : les salaires devront être indexés sur l'inflation, pour éviter des pertes de pouvoir d'achat annuelles parfois égales à 3 % ». Comme la précédente, cette proposition a cependant disparu de son programme 2017, de même d'ailleurs que le mot « salaire » (contre 24 occurrences en 2012...)⁽¹²⁾.

En 2012, le FN s'en prenait à l'euro et à l'immigration⁽¹³⁾ – bien entendu – mais aussi :

- à l'indice Insee des prix : « *Le panier moyen de consommation des Français sur la base duquel l'Insee calcule le taux d'inflation sera revu afin de correspondre davantage à la réalité des dépenses des Français ; l'inflation "officielle" ne doit plus être en décalage avec l'inflation vécue concrètement par les Français.* » Cette proposition a disparu du programme 2017 ;
- aux pratiques monopolistiques. Le FN promettait ainsi : « *Les moyens de l'Autorité de la concurrence seront renforcés et les sanctions accrues. Les ententes illicites et les abus de position dominante feront l'objet de sanctions pénales. Un État fort doit pouvoir mettre fin aux pratiques abusives des grands groupes (...). Les liens d'exclusivité entre une centrale d'achat et une enseigne de grande distribution seront interdits pour favoriser une baisse sensible des marges et des prix. S'agissant des services publics commerciaux (transports, énergie notamment), l'État réglementera les tarifs de l'électricité et du gaz, il imposera des tarifs plafonds à tous les opérateurs de transports publics locaux. (...) Les prix de certains produits alimentaires de première nécessité (lait, pain, sucre, beurre, farine, etc.) feront l'objet d'un encadrement légal afin d'en assurer l'accès à tous les revenus, y compris les plus modestes.* »⁽¹⁴⁾⁽¹⁵⁾

Dans son programme 2017, le FN apparaît plus « mesuré » et annonce simplement vouloir « *baisser immédiatement de 5 % les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité* » (proposition n° 60), mais aussi « *aggraver les sanctions contre les dirigeants d'entreprise coupables d'ententes ou d'agissements frauduleux qui ponctionnent une partie du pouvoir d'achat des consommateurs. Geler les autorisations accordées aux grandes surfaces et aux entrepôts de vente par correspondance dans l'attente d'un audit global des surfaces de vente de la grande distribution* » (n° 62).

Dans le programme 2017, afin d'« *agir sur le pouvoir d'achat* », le FN propose aussi de revaloriser l'Aspa (n°58), mais surtout de : « 59. *Instaurer une prime de pouvoir d'achat (PPA) à destination des bas revenus et des petites retraites (pour les revenus jusqu'à 1 500 euros par mois), financée par une contribution sociale sur les importations de 3 % ; (...)*

« 63. *Maintenir la durée légale hebdomadaire du travail à 35 heures. Autoriser la négociation sur l'allongement du temps de travail exclusivement au niveau des branches professionnelles et à la condition d'une compensation salariale intégrale (37 heures payées 37 ou 39 heures payées 39) ;*

« 64. *Défiscaliser les heures supplémentaires et maintenir leur majoration ; (...)*

« 74. *Assurer une juste contribution fiscale, en refusant toute hausse de la TVA et de la CSG et en maintenant l'ISF ;*

« 75. *Baisser de 10 % l'impôt sur le revenu sur les trois premières tranches.* »⁽¹⁶⁾

L'instauration d'une « PPA » prend le relais de l'exonération de « charges » sociales proposée en 2012. Le FN promettait alors : « *Nous créerons (...)* une exonération de 200 euros sur les charges sociales pour tous les salaires inférieurs à 1,4 fois le Smic, soit environ

12 - Deux occurrences de l'adjectif « salarial » en 2017 contre six en 2012...

13 - « *L'immigration est pourtant une source de coûts très importants ; elle est utilisée par le grand patronat pour peser à la baisse sur les salaires et déstabiliser en profondeur notre société et ses équilibres* » ; « *L'immigration est utilisée par les puissances d'argent et le grand patronat pour peser à la baisse sur les salaires et les droits sociaux des travailleurs français. Voulu et sans cesse réclamé par le Medef la Commission européenne et les grands groupes du CAC 40, l'immigration n'est pas un projet humaniste, mais une arme au service du grand capital.* »

14 - Dans son programme 2012, le FN dénonçait aussi « *le monopole des marchés financiers et des banques* ».

15 - Les diverses actions envisagées sur les prix conduisent à relativiser l'intérêt d'un « rétablissement de l'échelle mobile des salaires », mécanisme qui n'est vraiment utile qu'en période d'inflation...

16 - Les autres propositions favorables au pouvoir d'achat : « *dégeler et revaloriser le point d'indice pour les fonctionnaires* » (n° 86) ; « *revaloriser l'allocation aux adultes handicapés* » (n° 88) ; « *revaloriser les pensions des anciens combattants* » (n° 94) ; « *faire de l'isolation de l'habitat une priorité budgétaire du quinquennat, parce que l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas* » (n° 132) ; « *réduire les dépenses de logement des ménages par un grand plan d'aide à la construction et à la réhabilitation des logements, par la baisse de la taxe d'habitation pour les plus modestes et le gel de son augmentation, et par la pérennisation des APL* » (n° 141)

1 500 euros nets par mois, ce qui signifiera une hausse immédiate de 200 euros des salaires concernés. Cette revalorisation des petits salaires (...) sera plus que financée par la création d'une contribution sociale sur l'importation, d'un montant de 3 %, sur l'ensemble des biens et des services importés chaque année en France de l'étranger. Cette mesure sera infiniment plus juste et efficace que la TVA sociale, que j'ai baptisée TVA patronale, parce qu'elle sera caractérisée par une hausse immédiate des petits revenus, une hausse certaine, et non hautement hypothétique comme c'est le cas avec la TVA patronale qui prévoit une baisse des cotisations patronales et plombera durablement le pouvoir d'achat en augmentant la TVA de 15 à 20 %. »

Contrairement à celle de 2012, la proposition de 2017 ne vise pas spécifiquement les salariés⁽¹⁷⁾. Mais comme celle de 2012, elle apparaît tout à fait ponctuelle. *Quid* en effet de l'évolution des revenus des salariés, retraités, etc. concernés, les années qui suivront sa mise en œuvre ? Ces personnes devront-elles se contenter *ad vitam æternam* de cette seule hausse ?

Ces propositions démontrent que le FN envisage, comme les libéraux et le patronat, le travail comme un coût et les cotisations sociales comme une « charge » (à réduire...). Son programme 2012 comporte ainsi une entrée « *allègement du coût du travail* » où est notamment indiqué : « *Il faut dans le même temps augmenter le pouvoir d'achat sans pour autant grever la rentabilité des entreprises.* »⁽¹⁸⁾ Dans son programme 2017, le FN propose plus explicitement de :

« 46. *Abaisser les charges sociales des TPE-PME de façon lisible et significative en fusionnant l'ensemble des dispositifs d'allègement des charges sociales de manière dégressive (le CICE*

sera transformé en allègement de charges et entrera dans le dispositif). Cet allègement de charges sera conditionné au maintien de l'emploi » (et non pas à la création d'emplois !)

« 82. *Créer un dispositif "premier emploi" qui exonère totalement de charges la première embauche d'une jeune de moins de 21 ans par une entreprise, et ce pour un délai maximum de dans ans.* »⁽¹⁹⁾

Autre fait révélateur, le FN n'envisage pas le Smic comme un mécanisme de partage des fruits de la croissance, de redistribution, ce qu'il est pourtant. Le mot est d'ailleurs absent de son programme 2017 alors qu'il apparaissait quatre fois dans son programme 2012, comme simple référence, il est vrai⁽²⁰⁾⁽²¹⁾. De la même façon, le FN, s'il dénonce le creusement des inégalités, n'évoque pas les inégalités salariales et donc leur réduction, sauf, exception majeure, celles entre sexes. Dans son programme 2017, il propose ainsi de « *mettre en place un Plan national pour l'égalité salariale femme/homme* » ainsi d'ailleurs que de « *lutter contre la précarité professionnelle et sociale* ». Cette double proposition intitulée « *Défendre les droits des femmes* » était absente de son programme 2012 qui s'intéressait avant tout aux inégalités entre « Français », « territoires », voire entre agriculteurs.

Constat convergeant, la figure du « salarié » n'est pas valorisée par le FN, même sur un mode victimaire⁽²²⁾, au contraire par exemple de celle de « l'agriculteur ». De façon tout à fait symptomatique, le programme 2012 du FN s'interrogeait : « *Quelle autre caté-*

gorie sociale [que celle des agriculteurs] tolérerait un tel appauvrissement au long cours, une telle instabilité de son revenu, une telle confiscation du fruit de son travail, de ses gains de productivité, de ses efforts d'adaptation et de modernisation, un tel manque de reconnaissance de sa contribution au bien-être national, à l'entretien des territoires et à la beauté des paysages et une telle inflation, enfin, des réglementations et des procédures administratives pesant sur son quotidien ? »

À la lecture de ce passage et d'autres, le sort des salariés apparaît, au regard de celui des agriculteurs, enviable. Concernant le salariat, le discours frontiste se montre d'ailleurs moins « dithyrambique », plus circonspect. Tel était par exemple le cas concernant la question du temps de travail décrite dans le programme 2012 du FN : « *Afin de ne pas perturber à nouveau grandement le fonctionnement du marché du travail et des conditions d'emploi des salariés dans les entreprises françaises, les lois sur le temps de travail hebdomadaire de 35 heures ne seront pas revues. En revanche, la renégociation sera autorisée à la condition qu'elle s'accompagne d'une augmentation proportionnelle du salaire.* »⁽²³⁾

Soulignons d'ailleurs qu'en 2012, certaines questions de nature proprement économique ne sont abordées par le FN que pour la seule catégorie des agriculteurs et l'agriculture. Tel est en particulier le cas de la question des gains de productivité et de leur répartition, question qui pour les salariés renvoie à celle du partage de la valeur ajoutée et donc à l'opposition capital/travail...

17 - Soulignons que la proposition de 2012 ne concernait qu'une partie des salariés, ceux dont le salaire était inférieur à 1,4 Smic.

18 - La notion de « coût » (coût de l'immigration, coût de l'insécurité, coût de la décentralisation, coût de la vie...) apparaît d'ailleurs omniprésente dans le programme 2012 du FN : 44 occurrences pour les mots « coûts » et « coûteux ».

19 - Le programme 2012 du FN méconnaissait les aides et exonérations de « charges » dont bénéficient les entreprises, se contentant de dénoncer « *la cherté et l'inutilité des politiques d'accompagnement social de l'emploi* », lesquelles ne constituent qu'une part de ces aides : « *Les politiques d'accompagnement social du marché de l'emploi (emplois aidés, ou autres emplois jeunes) ne sont d'aucune utilité si cette ambition majeure [la réindustrialisation de la France, condition de l'emploi] n'est pas posée. Il s'agit soit de créer des effets d'aubaines pour des entreprises qui n'hésitent pas à profiter d'allègements fiscaux ou sociaux sans réellement créer d'emplois, soit de créer massivement de nouveaux emplois publics alors que nous n'avons pas les moyens de les financer.* » Afin de « *faciliter le financement des entreprises* », le FN envisageait aussi une réaffectation partielle du crédit impôt recherche qui « *visera en priorité les PME/PMI innovantes et cessera de constituer une subvention non justifiée aux très grands groupes qui délocalisent* ». Le programme 2017 promet de « *recentrer le crédit impôt recherche vers les PME et les startups* » (n° 51).

20 - En 2012, le FN proposait ainsi la création d'un revenu parental « *équivalent à 80 % du Smic* » et une revalorisation de la « *retraite agricole minimum [qui] sera fixée à 85 % du Smic* ».

21 - Invitée à la matinale d'Europe 1, le mercredi 25 janvier 2017, Marine Le Pen s'est défendue de prôner une hausse du Smic si elle était élue. « *Le problème de l'augmentation du Smic, c'est que ça entraîne une charge supplémentaire pour les entreprises, qui sont déjà dans une très grande fragilité dans notre pays* », a-t-elle expliqué.

22 - Les acteurs courtisés par le FN sont avant tout appréhendés comme des « victimes ».

23 - Le programme 2012 du FN dénonçait « *la multiplication du travail à temps partiel contraint et le développement incontrôlé des contrats à durée déterminée [qui] jettent une partie du salariat dans une précarité financière interdisant aux ménages de se projeter dans l'avenir en programmant des investissements que leurs parents pouvaient se permettre (accession à la propriété notamment)* », mais ne formulait pas de proposition face à ce constat...

Fiche 3

Les immigré.e.s et le travail : plus fragiles et plus exploité.e.s

Par leur travail, les immigrés, comme leurs homologues français, participent au processus de création des richesses. Ils sont des travailleurs et doivent être traités en tant que tels. Or, pris dans l'ensemble, les immigrés se trouvent dans une situation plus fragile et sont plus exploités. Cela met en évidence le cynisme du discours xénophobe et ségrégationniste du FN.

Selon une étude conjointe de l'OCDE – Organisation de coopération et de développement économique qui regroupe 34 pays parmi les plus riches du monde – et de la Commission européenne (*Les indicateurs de l'intégration des immigrés*, 2015), seuls 57 % des immigrés d'« âge actif » (15 à 64 ans) occupent un emploi contre 65 % des « natifs français », alors que l'écart entre ces deux groupes n'est que d'un point en moyenne dans l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques qui regroupe 34 pays parmi les plus riches du monde.

30 % des ménages immigrés vivent en situation de pauvreté, contre 13 % des ménages français. Ainsi, l'écart de revenus entre les ménages français et immigrés est parmi les plus élevés de la zone OCDE.

Une stabilisation des flux entrants

Les données statistiques sur les flux annuels, entrant et sortant, sont généralement publiées avec quelques années de retard. Selon les dernières études disponibles, depuis 2003, le nombre d'immigrés arrivant en France se serait stabilisé autour de 200 000 par

an⁽¹⁾, à l'inverse des phénomènes constatés dans les autres grands pays européens d'immigration où le nombre d'entrées est à la fois plus irrégulier et plus élevé.

Un nouvel arrivant sur quatre est originaire de l'Europe. Pour le reste, quatre nouveaux arrivants sur dix sont originaires du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye), d'Égypte et de la Turquie ; deux proviennent des pays d'Afrique sub-saharienne ; quatre sont originaires d'Asie et des Amériques.

Les nouveaux arrivants sont généralement plus éduqués

Les flux récents sont plus diplômés que par le passé. En 1999, seuls 20 % des immigrés possédaient un diplôme de l'enseignement supérieur ; ils sont aujourd'hui 25 %, ce qui les place dans une situation identique à celle des non-immigrés.

En revanche, près de la moitié des immigrés sont soit sans diplôme, soit ont un niveau d'enseignement primaire (contre un sur cinq chez les non-immigrés), mais cette proportion est en baisse constante et s'atténue chez les plus jeunes.

Une présence plus forte dans les métiers difficiles ou réputés peu qualifiés

Les immigrés représentent 8,6 % à l'emploi total en France (2,2 millions d'immigrés ont un emploi). Deux tiers d'entre eux sont originaires des pays non-européens.

Les immigrés en emploi les plus nombreux sont portugais (1,5 % de l'emploi

total), marocains (1,1 %) et algériens (1 %). Il s'agit aussi des nationalités d'origine numériquement les plus nombreuses.

Les immigrés sont largement recrutés comme employés non-qualifiés ou comme ouvriers et manœuvres : 62 % d'entre eux travaillent dans ces secteurs, contre 51 % des « Français de naissance » ayant un emploi.

Les immigrés sont par conséquent moins présents dans les professions intermédiaires et parmi les cadres (13 % des actifs immigrés se retrouvent dans ces catégories, contre 16 % des actifs non immigrés).

Les hommes immigrés sont plus souvent ouvriers (à 46 %, contre 35 % pour les non-immigrés).

Les femmes immigrées occupent majoritairement des postes d'employées non-qualifiées (un tiers d'entre elles contre une sur cinq pour les « Françaises de naissance »), en particulier dans les services aux particuliers.

Les immigrés, comme le reste de la population active en emploi, travaillent majoritairement dans le secteur tertiaire. Les hommes immigrés sont nettement moins nombreux que leurs homologues non-immigrés dans ce secteur. En revanche, les femmes immigrées le sont légèrement plus que les autres femmes.

Au sein du secteur tertiaire, les immigrés sont plutôt employés dans les activités de commerce ou dans les services aux entreprises (notamment dans les activités de nettoyage et de sécurité) ou aux particuliers (notamment dans les services domestiques). Ils sont en revanche moins présents

1 - L'emploi et les métiers des immigrés, Centre d'Analyse stratégiques, 2012.

dans les activités financières ou dans les administrations.

Par famille professionnelle, les immigrés se concentrent dans :

- les métiers du bâtiment-travaux publics en tant qu'ouvriers, mais aussi techniciens et cadres, avec également une présence plus affirmée chez les maçons, les peintres et les ouvriers des travaux publics) ;
- les ouvriers industriels, qualifiés ou non-qualifiés ;
- les conducteurs de véhicule ;
- les ouvriers de la maintenance ;
- les employés de services aux personnes (employés de maison, aides à domicile, assistantes maternelles) ;
- les cuisiniers et employés de l'hôtellerie-restauration ;
- les agents d'entretien.

La concentration des travailleurs immigrés dans certains métiers ou secteurs varie également fortement selon le pays d'origine.

Ainsi, 44 % des actifs occupés originaires de la Turquie et 39 % de ceux originaires du Portugal travaillent comme ouvriers du bâtiment et des travaux publics, en particulier dans le gros œuvre.

Les natifs d'Algérie sont relativement plus nombreux dans le secteur des services.

Les originaires du Maroc sont plus présents dans l'agriculture : nombre d'entre eux participent aux travaux saisonniers de manière récurrente.

Le secteur du textile et de l'habillement (essentiellement la confection) emploie plus d'immigrés turcs, et dans une moindre mesure chinois.

Les immigrés des pays non-européens sont particulièrement présents dans les métiers de l'hôtellerie-restauration, parmi les agents d'entretien, les ouvriers non-qualifiés de la maintenance, mais aussi parmi les ingénieurs informaticiens et les médecins (pour les hommes).

En revanche, parmi les employés de maison, la plupart des métiers du BTP, le personnel d'étude et de recherche, les formateurs et les professionnels des arts et du spectacle, les immigrés originaires de l'Union européenne sont davantage représentés, même si leur nombre reste inférieur aux autres immigrés. Dans le BTP, par exemple, les immigrés originaires de l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Italie) sont historiquement très présents.

Une précarité et un chômage plus forts, surtout parmi les femmes

Les immigrés sont traditionnellement dans une situation plus fragile au

regard de l'emploi que les « Français de naissance » : taux de chômage plus élevé, taux d'activité plus faible, précarité plus élevée... Cette vulnérabilité concerne particulièrement les immigrés issus des pays hors l'Union européenne, particulièrement les femmes.

Les immigrés non-européens (63 % de la population immigrée en emploi en 2010) sont plus précaires que les « Français de naissance » et connaissent davantage un temps partiel subi. Ils sont plus exposés au chômage. À catégorie socioprofessionnelle équivalente, ils demeurent plus souvent sans emploi que les « Français de naissance ». En revanche, les natifs d'un État membre de l'Union européenne ont des taux de chômage et d'activité très proches de ceux des « Français de naissance ».

Le taux d'emploi des femmes immigrées reste faible (inférieure en moyenne à 50 % des femmes immigrées âgées de 15 à 64 ans, contre 60 % pour les Françaises de naissance).

Les femmes immigrées non-européennes ont des taux d'activité très faibles au regard de ceux des autochtones et des natives de l'espace économique européen. Elles sont aussi plus souvent en contrats précaires et beaucoup plus fortement exposées au chômage.

Annexe 1**Une forte mobilisation contre l'extrême droite**

Dans le cadre de leur campagne commune « Ensemble uni-e-s contre l'extrême droite » initiée en janvier 2014, les syndicats CGT, FSU, Solidaires, Unef, UNL et FIDL ont décidé d'un nouveau temps fort le 2 octobre 2015 en Moselle. Une centaine de personnes ont participé aux échanges qui ont eu lieu dans plusieurs ateliers.

EXTRAIT DE LA BROCHURE INTERSYNDICALE DU TEMPS FORT DU 2 OCTOBRE 2015

« La rencontre de l'observatoire intersyndical des villes gérées par l'extrême droite a rassemblé une centaine de participant-e-s.

Parmi eux, deux syndicalistes allemands de Verdi ont exprimé le fait qu'en Allemagne aussi le mouvement syndical se préoccupe de la banalisation de l'extrême droite et du détournement du langage syndical. La position du syndicat Verdi est claire, et il organise des manifestations contre l'extrême droite. Dans ce combat, l'unité est notre force. Cette idée sera largement reprise dans les échanges tout au long de la plénière. Il est nécessaire de lutter ensemble en Europe, de poursuivre nos discussions.

Deux membres du syndicat luxembourgeois OGBL ont évoqué la question des travailleur-es frontalier-es.

Étaient présentes des équipes syndicales d'Hayange et d'Hénin-Beaumont, ce qui a permis de comparer les deux situations politiques. Autant la victoire de Briois était prévue, et même travaillée de longue date, autant la victoire à Hayange fut une surprise, et Engelmann se comporte comme un électron libre, avec autour de lui une équipe désorganisée et incompétente.

CONSTATS

Il est difficile de porter ces débats autour des idées de l'extrême droite dans les entreprises, on a peur de la confrontation avec nos collègues.

À Calais, des routiers CGT ne supportent plus d'avoir leurs bâches coupées par les migrant-es qui tentent de se cacher dans leurs véhicules pour gagner l'Angleterre, et ils ne se retrouvent pas dans le discours de la CGT sur les migrant-es, l'accueil et la solidarité.

Des « métalllos » sont surpris de découvrir que ces idées-là gagnent même les enseignant-es, ils pensaient que le milieu de l'éducation était préservé. Des professeur-es syndicalistes se sont retrouvé-e-s en première ligne à Béziers, Marseille, Beaucaire, avec des insultes, voire des menaces de la part d'élus FN ou RBM.

DÉNONCER

Il nous faut traquer le discours de l'extrême droite, qui n'est pas limité au seul FN. Il faut se préoccuper également des groupuscules identitaires, néo-nazis et de leur nocivité, étudier les ramifications. Par ailleurs, les idées d'extrême droite ont imprégné d'autres partis politiques par porosité. On a bien vu avec Nadine

Morano, qui devait conduire la liste LR aux Régionales, que le FN n'a pas le monopole des idées d'extrême droite ! Ses propos sur la race et l'héritage chrétien ont été dénoncés à plusieurs reprises, ils ont vraiment choqué.

Il faut voir et dénoncer ce que votent les élu-es d'extrême droite dans les différentes assemblées, même là où ils/elles sont minoritaires.

Parallèlement, continuons à dénoncer les dégâts sociaux de l'austérité, et à promouvoir des politiques alternatives.

UNITÉ ET SOLIDARITÉ

Nous devons nous investir en solidarité totale avec les boucs émissaires désignés, apporter des réponses en terme de solidarité internationale. Internationalistes, nous sommes contre cette Europe-là. Et nous disons non au repli nationaliste ou raciste !

À nous d'unifier, de fédérer les salarié-e-s, qu'une certaine politique vise à diviser, à fracturer. Allions nos forces, appuyons-nous sur le collectif, sur le travail intersyndical. Il faut promouvoir ce qui nous rassemble, travailler inlassablement à unifier. »



L'INDUSTRIE ET LES SERVICES PUBLICS



JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE
DE MOBILISATION PARTOUT EN FRANCE
21 MARS 2017



Derniers numéros parus

Numéro
147

Pour faire avancer la mise en sécurité sociale des salariés, se battre sur les évolutions réelles plutôt que pour ou contre un slogan Mise en perspective du débat sur le « revenu de base »
Michaël Zemmour

Numéro
145

Une charte pour les administrateurs salariés : propositions de la CGT

Numéro
143

La base de données économiques et sociales

Numéro
141

Union bancaire européenne : de quoi s'agit-il ?

Numéro
139

Changer de cap maintenant

Numéro
137

Pour une fiscalité des entreprises favorable à l'emploi et à l'investissement productif

Numéro
146

Rémunération des dirigeants d'entreprise : contre l'iniquité sociale, agir pour une nouvelle efficacité économique

Numéro
144

De quelques aspects et enjeux économiques des 32 h

Numéro
142

Face au risque de déflation, une seule solution : rompre avec l'austérité

Numéro
140

Le taux de marge des entreprises face à l'offensive patronale

Numéro
138

« Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi » : une logique contestable et contestée